

LA TRAGIQUE BANALISATION

Le 8 septembre, la famille Pinto a été séquestrée et son pavillon de Livry-Gargan, dévalisé. Les cambrioleurs ont ciblé ces retraités au motif qu'ils sont juifs et devaient avoir "beaucoup d'argent". Un stéréotype qui irrigue une partie de la société française et nourrit la délinquance des cités. PAR PERRINE CHERCHÈVE ET MARIE HURET

Des vêtements éparpillés sur la moquette, des placards béants, des matelas éventrés. L'intérieur dévasté témoigne d'un cambriolage ordinaire dans un pavillon ordinaire du 93. Sauf qu'ici, chemin des Postes, à Livry-Gargan, Roger Pinto, son épouse, Mireille, et leur fils David ont été victimes d'une agression antisémite. Au petit matin du 8 septembre, trois individus scient les barreaux d'une fenêtre, se fauillent au sous-sol où ils coupent l'électricité de la maison. Durant deux heures, la famille est séquestrée, tabassée, ligotée. Et harcelée : « Vous êtes juifs, nous savons que les juifs ont beaucoup d'argent, si vous ne nous donnez pas ce qu'on vous demande, on vous tue », préviennent les agresseurs, persuadés qu'un coffre se dissimule quelque part dans les 240 m² de la demeure cossue. Ils dérobent l'argent du mari (500 €), les bijoux de son épouse (150 000 €), extirpent les codes des cartes bancaires sous la menace de mort et parviennent à s'enfuir avant l'arrivée de la police. Assis dans son canapé vert capitonné, Roger Pinto, 78 ans, témoigne, encore sous le choc, devant les caméras : « Ils m'ont assommé et, par terre, ils n'ont pas arrêté de me frapper. »

Un calvaire à domicile qui soulève l'indignation au sein de la communauté dont Roger Pinto est une figure emblématique : ancien vice-président du Conseil représentatif des institutions juives de France (Crif) et du Consistoire de Paris, président de l'association Siona qui

milite contre l'antisionisme, l'antisémitisme, la pauvreté et en faveur de la francophonie en Israël... « Cette agression prend de l'envergure avec la personnalité de Roger Pinto, les gens sont terrorisés », alerte son avocat, Marc Bensimhon. Pour le ministre de l'Intérieur, Gérard Collomb, et le parquet de Bobigny, la nature de l'acte ne laisse pas de place au doute.

PRÉJUGÉS DU MOYEN ÂGE

Les juifs et l'argent. Un stigmate millénaire. Un stéréotype qui prolifère sur Internet et imprègne la délinquance des cités. Un même scénario qui se rejoue tragiquement. Le Blanc-Mesnil, juillet 2015. Trois hommes armés s'introduisent dans un pavillon. Le père, la mère et le fils sont séquestrés, tabassés, ligotés. Et harcelés : « On est venus chez vous parce que vous avez de l'argent. » Créteil, décembre 2014. Trois hommes armés pénètrent dans un appartement familial. « Vous, les juifs, vous avez de l'argent », érucitent-ils. Le fils, Jonathan, 21 ans, est séquestré ; sa compagne, 19 ans, violée. Les individus avaient ciblé le lieu car

"VOUS ÊTES JUIFS, NOUS SAVONS QUE LES JUIFS ONT BEAUCOUP D'ARGENT, SI VOUS NE NOUS DONNEZ PAS CE QU'ON VOUS DEMANDE, ON VOUS TUE."

le père du jeune homme portait une kippa. Bagneux, février 2006. Le crime odieux. La barbarie d'un gang. Espérant extirper une rançon de 450 000 €, Youssouf Fofana et ses sbires, convaincus que les juifs « sont bourrés de thunes », torturent Ilan Halimi dans la cave d'une cité HLM, jusqu'à ce que mort s'ensuive.

Les juifs et l'argent ? « Dès le Moyen Âge, l'Église les expulsait parce qu'en prêtant de l'argent ils incarnaient le diable, explique l'historien Marc Knobel, directeur des études au Crif. Au XIX^e siècle, ils étaient considérés comme les promoteurs d'un capitalisme mondialisé. Aujourd'hui, le cliché se régénère dans l'opinion, sur les réseaux sociaux. »

Rien à voir avec le début des années 2000 où la deuxième intifada avait provoqué un pic d'agressions dans l'Hexagone. Pour la première fois, l'antisémitisme « atteint un niveau extrêmement élevé indépendamment de tout conflit armé au Proche-Orient », soulignent, dans leur dernier rapport, les enquêteurs du Service de protection de la communauté juive qui tiennent les statistiques avec le ministère de l'Intérieur. En 2015, 808 actes avaient donné lieu à un dépôt de plainte. Parmi les départements les plus touchés, Paris arrive largement en tête devant la Seine-Saint-Denis, les Alpes-Maritimes ou les Bouches-du-Rhône... L'an passé, en revanche, les agressions ont diminué de 59 % avec 335 actes recensés. « Depuis les attentats de Charlie et de l'Hyper Cacher, la communauté est mieux protégée en raison de l'état d'urgence, explique

N DE L'ANTISÉMITISME



photographe / le parisien / marcop

HANTISE

« Les juifs pensaient qu'il suffisait de se montrer discret à l'extérieur. Désormais, ils se sentent exposés dans leur propre maison », note Yonathan Arfi, vice-président du Crif.

Sammy Ghozlan, président du Bureau national de vigilance contre l'antisémitisme (BNVCA). *Mais les agressions sont plus violentes.*

INSULTES ET GRAFFITIS

Au cours des huit premiers mois de cette année, le BNVCA a enregistré 150 signalements : à Noisy-le-Grand, les murs d'un pavillon ont été graffités d'un « *Daech va tuer tous les juifs* » et des balles de kalachnikov trouvées dans la boîte aux lettres ; à Bondy, une croix gammée a été tracée sur un mur au cours d'un cambriolage ; sans

compter les voitures taguées, les querelles de voisinage qui dégénèrent en « *sales juifs* ! »

Plus inquiétant, l'affaire de Livry-Gargan révèle une banalisation des agressions à domicile. « *Les juifs pensaient qu'il suffisait de se montrer discret à l'extérieur. Désormais, ils se sentent exposés dans leur propre maison* », souligne Yonathan Arfi, vice-président du Crif. Une hantise qui a décuplé avec l'affaire Sarah Halimi au printemps dernier. Dans la nuit du 4 avril, Kobili Traoré bat et défenestre une voisine de 65 ans après s'être immiscé dans son appartement parisien.

Des riverains l'ont entendu hurler « *Allah akbar* ! » et traiter sa victime de « *sheitane* » (« démon », en arabe). Mis en examen pour homicide volontaire et séquestration, Kobili Traoré a été interné en psychiatrie puis incarcéré. A ce stade, la qualification antisémite n'a pas été retenue. Mais l'indignation portée par 17 intellectuels (Alain Finkielkraut, Elisabeth Badinter, Joann Sfar...) a poussé le président Macron à réclamer à la justice de « *faire toute la clarté* » sur la mort de Sarah Halimi. ■

* Haine et violences antisémites : une rétrospective 2000-2013, Berg International, 2013.

LCP
ASSEMBLÉE NATIONALE

Retrouvez Soazig Quémener dans l'émission « *Entre les lignes* » présentée par Frédéric Haziza sur LCP tous les samedis à 12h et 19h - dimanche à 8h
Donnons du sens - LCP disponible sur le canal 13 de la TNT, le câble, le satellite et en version LCP 100% sur ADSL et LCPfr